



Message du Directeur national

Je suis un ardent promoteur de l'énergie nucléaire, et je vais vous dire pourquoi. Mais d'abord, je tiens à souligner que je respecte les vues divergentes basées sur des faits.

J'ai fait mon entrée dans le secteur nucléaire avec un emploi chez Eldorado Nuclear, à Uranium City, en Saskatchewan. À la fermeture de la mine, j'ai fait des études au collège à La Ronge, puis suis retourné au travail à la mine de Key Lake. J'ai quitté la Saskatchewan pour embarquer et travailler cinq ans dans la Marine canadienne, après quoi j'ai saisi une offre d'emploi en tant qu'exploitant nucléaire. Ontario Hydro (aujourd'hui OPG) m'a engagé alors que la centrale de Darlington était en construction.

À ma première visite à Darlington, j'ai été impressionné par le nombre de travailleurs à l'œuvre sur ce chantier et par l'immensité du projet. Je n'oublierai jamais le moment où j'ai vu d'en haut la salle des turbines, avec ses 4 ensembles turbo-alternateur totalisant 3500 MW.

Invité à parler lors de la cérémonie marquant le début de la remise à neuf du réacteur 2 de Darlington, j'ai mis en avant les opportunités incroyables qu'offre la centrale. Mon emploi m'a permis tellement de choses : mon mariage, l'achat d'une maison, l'éducation de mes enfants, la sécurisation d'une retraite. Mes collègues pourraient dire la même chose. Nous voulons de telles opportunités pour tout le monde, et les projets de remise à neuf offriront ces avantages aux futures générations de travailleurs nucléaires.

Dans ma carrière, j'ai travaillé activement avec le syndicat Power Workers' Union, représentant les employés de divers comités santé et sûreté à OPG et à Bruce Power. Il n'est pas, à mon avis, de lieu de travail qui soit plus sûr qu'une centrale nucléaire. Les détracteurs s'inquiètent côté accidents et déchets. Je suis allé à Tchernobyl. Ce fut une expérience qui donne à réfléchir. Mais on ne peut pas comparer la technologie et la



Bob Walker
Directeur national, CCTN

réglementation de l'ère soviétique avec le nucléaire canadien d'aujourd'hui.

Lors de la situation à Fukushima, nous étions en communication avec les représentants syndicaux au Japon. En lisant les nouvelles, j'étais envahi par l'émotion, au point que j'avais du mal à répondre aux questions de mes enfants. Au Canada, nous avons immédiatement étudié l'événement et avons pris des mesures pour préparer les installations en prévision d'urgences considérées jusqu'alors peu plausibles.

J'ai visité des dépôts de déchets nucléaires au Canada et en Suède et ai parlé avec des représentants de travailleurs aux É.-U. Nos déchets nucléaires sont tous gérés avec sûreté. Nous avons les solutions techniques pour le stockage à long terme, la sélection de sites est en cours et ces projets sont pleinement financés.

Le CCTN a offert d'autres opportunités de dialogue avec les travailleurs du nucléaire au Canada. Auparavant, je ne saisisais pas la véritable mesure de l'industrie. Or, c'est un succès totalement canadien dont les travailleurs nucléaires d'ici peuvent s'enorgueillir.

Le nucléaire, c'est des masses d'électricité produites sans émissions carbonées. Il a permis à l'Ontario de sortir du charbon. Aujourd'hui, d'autres provinces envisagent des pistes semblables. Le Canada est un leader de la R&D en médecine nucléaire, avec notamment les isotopes médicaux. Nous développons et déploierons des petits réacteurs modulaires (PRM), qui présentent un formidable potentiel écologique et économique. Le nucléaire peut soutenir la décarbonation via l'électrification, l'hydrogène, et la chaleur industrielle.

Le brûlage de combustibles fossiles est une menace pressante pour notre existence. Or, notre demande d'énergie continue d'augmenter, tout comme aussi les émissions de CO₂ issues du fossile. Il nous faut sécuriser une fourniture d'énergie abondante, fiable, sans émissions, et soutenir notre économie. Le nucléaire répond en tous points à ce besoin. Nous avons l'extraordinaire opportunité de poursuivre la fière tradition nucléaire de notre pays.

Bob Walker



Électrification, stations de stockage, et la « révolution silencieuse »

Le stockage d'énergie mobile haute puissance Le développement le plus révolutionnaire dans l'énergie urbaine est le stockage par batterie mobile de grande puissance (MW). On le trouve aujourd'hui dans des applications très spécialisées, comme les camions à ordures, les camions incendie, ou les locomotives de triage de fret – donc, autant de véhicules lourds qui doivent manœuvrer dans des espaces restreints, comme les canyons urbains et les gares de triage. Aujourd'hui, ce transport lourd est fortement polluant (air et bruit). Il est donc naturellement visé par l'électrification.

Ces applications n'exigent pas de contraintes remarquables. C'est donc un transport qui est rapidement rechargé à des endroits pratiques via un pantographe aérien (comme l'autobus électrique de Brampton, en Ontario). Mais déjà, à elle seule, cette première sous-classe d'électrification est porteuse de transformation profonde. Aujourd'hui, ce transport lourd (ou mobilité lourde) roule au diesel. Il émet donc une pollution atmosphérique et sonore qui a ses impacts sur la santé physique et psychologique des populations. Son électrification en cours de route suggérée ici aura des effets positifs immédiats.

Des villes silencieuses, et propres La « révolution silencieuse » est déjà une réalité dans nos villes, avec la petite électrification : tronçonneuses, tondeuses, tarières, outils de jardinage électriques. Vrai, cette nouvelle demande électrique ne nécessite pas une grosse production d'énergie, mais c'est une forte composante de l'électrification en général en ce sens qu'elle offre des avantages immédiats peu onéreux. Comparés aux moteurs à essence à deux temps, ces appareils sont pratiquement silencieux. Ils sont d'un entretien facile. Pas de mélange d'huile à faire, nul besoin d'expertise. Pas de pollution atmosphérique. Ils sont en demande croissante dans les quincailleries. Le contraste marqué avec l'équipement alimenté au fossile suscitera de l'intérêt pour des applications plus lourdes, donnant ainsi aux sociétés énergéticiennes – qui seront les fournisseurs toutes énergies – l'occasion de faire leur marque dans le nouveau palier d'évolution.

Construire la capacité de recharge aux centres commerciaux à fort trafic. Or, « ils » sont déjà là « Construisez la capacité et ils viendront », dit-on ici et là, un cliché qui, appliqué sans réserve aux nouveaux centres d'achats peut conduire à un fiasco. Mais appliqué à des situations où « elle » est déjà construite, et où « ils » viennent déjà en masse », un agrément de plus peut « les » inviter à magasiner plus longtemps. Les idées les plus optimistes quant à l'infrastructure de recharge portent sur des capacités de recharge résidentielles de niveau 2 et le modèle de « station-service ». Mais une 3^e option présente un potentiel formidable pour un accroissement majeur de la charge : centres commerciaux existants, comme les grands magasins et supermarchés, où les clients garent leur voiture et passent 30 minutes ou plus à faire leurs achats. Ces sites représentent une demande de recharge de plusieurs mégawatts (MW) – et donc des charges multi-MW.

Cela pourrait-il être le futur du stockage mobile côté voiture personnelle? Certaines grandes surfaces ont déjà des stations-service, et se targuent déjà d'être des « guichets uniques ». Si ces sites adoptaient la recharge électrique rapide, ils pourraient devenir des centres de charge urbains, surtout en hiver.

Pickering. Il nous faut reconsidérer la question « Cela suppose d'abord que l'on ait déjà la production électrique disponible pour remplacer l'énergie issue de combustibles liquides. La production doit être non émettrice, fiable, et de coût abordable. L'Ontario, et le Canada, doivent réaffirmer leur engagement envers l'énergie nucléaire qui a permis à l'Ontario de sortir du charbon. La décision de fermer Pickering doit être réexaminée.

Les petits déchets nucléaires continuent d'attirer une énorme attention « Dans le temps qu'il faut pour lire cette phrase (environ 9 secondes), la production fossile de l'Alberta aura émis près de 10 tonnes de CO₂ et autres polluants. À ce rythme, en moins de 4 jours, la production électrique de l'Alberta émettrait 312 000 tonnes de déchets non réglementés. Par contre, il faudrait plus de 55 ans – 5000 fois plus longtemps – pour que la production électrique de l'Ontario émette 312 000 tonnes de déchets de faible et moyenne activité (FMA).

Les audiences portant sur l'autorisation de l'installation de gestion des déchets près surface (IGDPS) ont pris fin début juin 2022. L'IGDPS contiendra 312 000 tonnes de déchets FMA. Les audiences ont montré la conception remarquable et la sûreté de cette installation, la norme à vrai dire que toutes les industries devraient respecter. Seul le secteur nucléaire respecte cette norme. Le secteur fossile et les détracteurs du nucléaire se doivent d'expliquer pourquoi les quantités de déchets dangereux non réglementés de l'Alberta sont préférables aux petites quantités de déchets entreposées en toute sûreté.

Les Premières Nations, l'État et le devoir (moral) de consulter, et une production électrique qui tourne léger L'Ontario a bâti son économie et sa société à Niagara Falls. Dans un excellent article sur l'évolution électrique de l'Ontario, Jan Carr souligne que l'énergie hydraulique est sortie de la rivière Niagara avec l'avènement du transport à courant alternatif. Souvent, nous voyons en cela uniquement un progrès, quelque chose de bon. Mais beaucoup de citoyens autochtones de l'Ontario furent déplacés à cette occasion, leurs demeures ayant été englouties dans les eaux du projet hydroélectrique. La rivière des Outaouais, en amont de Deep River, est large de près de 3 km, résultat du barrage Des-Joachims. Auparavant, la rivière était naturellement large de 100 mètres. Pour faire place au barrage, des résidents des Premières Nations durent quitter leurs terres traditionnelles.



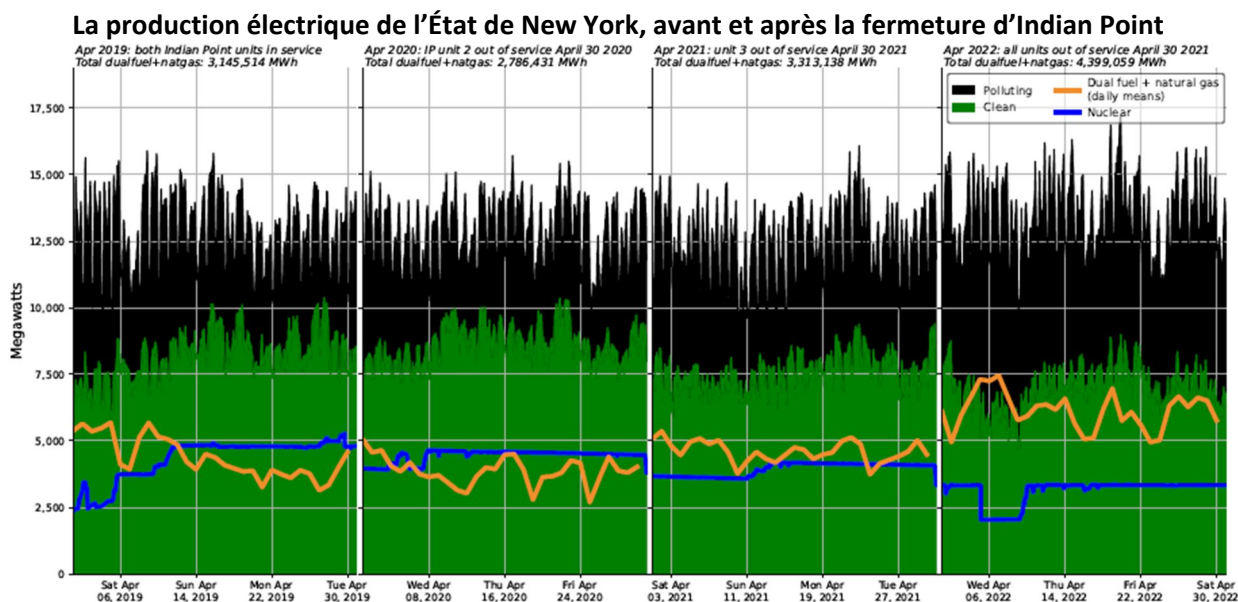
Une situation affligeante, qui a fait grand tort. Ontario Hydro, toutefois, entreprit de se réhabiliter dans les années 1960 en déployant le réacteur CANDU comme principale technologie de production électrique. En un tour de main, cette brillante invention permit à l'énergéticien provincial de plus que doubler sa puissance de production en opérant sur de toutes petites surfaces – la centrale nucléaire entière de Pickering (de 3100 MW) occupe une superficie des milliers de fois plus petite que celle du complexe Des-Joachims de 400 MW. Cela n'efface pas les séquelles du colonialisme eu égard aux peuples autochtones; il nous faut travailler sans relâche pour regagner leur confiance et reconstituer les liens que nous avons brisés. Mais cela montre que le nucléaire est le moyen le plus équitable et le plus respectueux pour l'Ontario, et le Canada, d'adopter un système d'électricité qui laisse une empreinte minimale sur l'environnement et possiblement un impact très léger sur les terres.

Quelques chiffres

New York, après Indian Point : que peut-on attendre de la centrale de Palisades – et de celle de Pickering Dans l'Infolettre CCTN de juin 2021 (https://cnwc-cctn.ca/wp-content/uploads/2021/06/news_jun_fr_2021.pdf), nous avons comparé la production électrique propre et polluante de l'État de New York pour les trois mois de mai précédents (2019-2021). Ci-dessous, nous montrons la production de l'État pour les quatre derniers mois d'avril (2019-2022). Comme nous l'avions prédit, une fois la centrale nucléaire d'Indian Point retirée du réseau de New York, la production à base de combustible mixte et de gaz naturel a augmenté en 2022.

À noter qu'Indian Point **n'a pas été remplacée** par du renouvelable, comme on le prétendait. La production a augmenté en 2022, mais ce n'était pas du propre. C'était de l'énergie issue de productions au combustible fossile et au gaz naturel. La centrale de Palisades, sur la rive est du Lac Michigan, est la prochaine visée pour un retrait prématuré. Le même scénario se produira avec Palisades, à moins qu'il y ait renégociation pour garder la centrale en service et ses employés au travail.

Et la même chose se produira avec Pickering, pour sûr, que nous le voulions ou non – à moins que notre employeur, OPG, repense son affaire. Nous pressons donc OPG de revoir son plan actuel. Les conséquences pour la réputation de l'Ontario et de notre environnement sont sérieuses et ont de vastes ramifications.



Nos principaux employeurs

SNC-Lavalin remporte le contrat de mise à niveau nucléaire en Roumanie L'ingénieur canadien effectuera le décalage axial de plusieurs canaux de combustible du réacteur 1 de la centrale de Cernavoda, sur deux périodes d'arrêt avant la fermeture du réacteur en 2026 aux fins d'une remise à neuf (à ce sujet, voir OPG/Laurentis plus bas). L'opération de décalage consistera à replacer les canaux dans leur position d'origine de sorte que le réacteur puisse fonctionner jusqu'à la remise à neuf.

Pendant ce temps, l'Alliance nationale pour l'énergie du Canada (ANEC), le consortium de contractants choisi par EACL pour l'exploitation des installations de Chalk River (Ont.), Gentilly (QC), et Pinawa (Man.), s'attache à réduire le passif nucléaire hérité. L'ANEC regroupe SNC-Lavalin (principal actionnaire), Jacob, et Fluor. Le projet le plus pressant et le plus en vue est l'installation de gestion des déchets près surface de Chalk River. Bien que Laboratoires Nucléaires Canadiens ait



communiqué activement et tenu les audiences réglementaires pour informer le public, des détracteurs sont déterminés à bloquer ce projet. Une pétition circule actuellement, qui vous permet de soutenir l'installation : <https://www.cnl.ca/gerance-environnementale/installation-de-gestion-des-dechets-pres-de-la-surface-igdps/?lang=fr>.

Ce printemps et l'arrêt de maintenance planifié à Bruce Power Les réacteurs 1 à 4 de la centrale de Bruce A ont été mis hors service le 9 mai pour un entretien du bâtiment sous vide. L'effet a été immédiat. La production de base de l'Ontario a chuté de plus de 3000 MW. Dans le même temps, une vague de chaleur inhabituelle s'est fait sentir sur les plus grands centres de demande de l'Ontario, perturbant le profil de production normal de la saison intermédiaire en ajoutant une demande de près de 3000 MW. La courbe de demande habituelle à deux pics – un pic abrupt le matin, suivi d'une chute d'environ 25 %, puis une hausse plus graduelle jusqu'à 25 % au-dessus du pic matinal – s'est soudain transformée, à partir de 5 h, en une hausse abrupte continue pour atteindre 18 000 MW entre 16 h et 17 h.

C'est souvent le cas en temps de canicule, la production éolienne est négligeable en période de pointe. Les centrales hydroélectriques pouvant être accélérées (celles dont le rapport de l'écart type à la moyenne de production se situe entre 1,5 et 10) ont travaillé double pour équilibrer l'éolien et répondre aux variations de demande quotidiennes habituelles. Les productions au gaz ont fait de même, mais elles sont en plus forte corrélation avec la demande.

Dans ce rôle d'équilibrage, les productions au gaz ont émis des pics de CO₂ allant jusqu'à 1600 tonnes par heure. Avant la canicule, le pic journalier de CO₂ était d'environ 450 tonnes/h. Si on retire le nucléaire, ces pics d'émission augmentent du montant de la différence – soit 1200 tonnes/h.

Laurentis, filiale d'OPG, obtient un 2^e contrat pour la phase 2 de la remise à neuf à Cernavoda La centrale de Cernavoda en Roumanie a deux réacteurs CANDU 6. L'unité 1 est entrée en service en 1996 et doit être remise à neuf en 2026. L'analyse et la conception des systèmes (phase 1) est déjà en cours. La phase 2, qui consiste à obtenir le financement et les autorisations, commence. Laurentis a demandé à sa filiale Canadian Nuclear Partners de Roumanie de fournir une assistance technique à l'énergéticien roumain SNN.

Énergie NB et la longue audience relative au permis L'audience réglementaire sur le renouvellement du permis de la centrale de Point Lepreau a pris fin début mai. Cette centrale est l'une des installations industrielles du pays qui fonctionnent le mieux. Tout le monde est d'accord là-dessus, mais dans le secteur, on a en cours d'audience exprimé quelques divergences d'opinions polies sur le rôle en général des audiences publiques. Le CCTN estime que celles-ci jouent un rôle vital dans la mobilisation de la collectivité, donnant un moyen efficace de structurer et de canaliser le débat public. Cela permet de poursuivre le débat, compte tenu de la structure acceptée – une activité vitale dans toute démocratie saine. En rallongeant les périodes entre les audiences publiques, on perd l'habitude du débat, et la mémoire du public perd de son acuité.

Kinectrics lance un simulateur de réseau, juste à temps pour Metrolinx Quel effet aura un parc de locomotives électriques de 4,3 MW sur un réseau d'électricité local? Ces machines solliciteront le réseau à raison d'une demande allant de 15 % à 100 % de leur puissance et soutireront à des moments différents le long d'un réseau de postes raccordés. Quel effet cela aura-t-il sur le réseau, avec en plus la demande de charge des véhicules électriques?

Pour répondre à ces questions, il faut modéliser, analyser et simuler dans un environnement sûr. Kinectrics a lancé son laboratoire GRIDSIM à Mississauga, pour permettre aux clients d'explorer, entre autres, les problèmes de stabilité inhérents aux réseaux ferrés électriques de moyenne tension, comme ceux actuellement en chantier en Ontario et ailleurs au Canada.

Avec l'amplification du projet d'électrification, et compte tenu des pics et des baisses brusques quand le réseau réagit à la demande liée à la chaleur, nous pensons et espérons que des installations comme GRIDSIM seront exploitées à fond. Le concurrent « X » (autrefois Google X) a abandonné son projet d'expansion sur les modélisations. Kinectrics estime que la simulation est la solution. Nous pensons que Kinectrics a raison.

Cameco commence à voir des gains stratégiques suite à l'invasion russe La sécurité de la fourniture énergétique et le changement climatique ont été les moteurs qui ont conduit au renforcement de la demande en uranium dans les débuts de 2022. «... [N]ous pensons assister à un réalignement sans précédent dans le cycle du combustible nucléaire », a déclaré le PDG Tim Gitzel dans son annonce des résultats du 1^{er} trimestre. « La géopolitique compliquant et muselant potentiellement les approvisionnements en combustible nucléaire, a-t-il ajouté, nous voyons les services publics, mais aussi certains intermédiaires et fournisseurs de services, commencer à chercher à garantir leur approvisionnement en matériaux pour leurs obligations non couvertes, et à atténuer les risques liés à leurs dépendances d'origine. »

Néanmoins, la société veut demeurer disciplinée et, à partir de 2024, continuera de limiter la production de McArthur River/Key Lake et Cigar Lake à 60 % de la capacité. Le recrutement commencé au 1^{er} trimestre 2022 permettra d'accroître la main-d'œuvre, qui passera de 600 à 850 plus tard dans l'année, dans le but d'atteindre dans le même temps une production de 5 millions de livres, sous réserve des risques de la pandémie et des défis du côté de la chaîne d'approvisionnement.



Liens Vidéo

DeGroot Business School : Regard neuf sur le nucléaire en tant qu'énergie verte Le professeur Goran Calic offre une perception « hors secteur » de ce qu'est l'énergie verte et suggère des moyens de promouvoir l'expansion du nucléaire dans les réseaux de la planète. <https://youtu.be/iqlqdatGOgM>

La Finlande se place parmi les premiers pays pour la gestion des déchets nucléaires Après un aperçu sommaire de l'histoire nucléaire récente du pays axée sur la centrale d'Olkiluoto-3, la vidéo explique le tout nouveau dépôt géologique en profondeur de la Finlande qui vient d'être approuvé. DGR. https://www.youtube.com/watch?v=kYpiK3W-g_0

En bref

Le CN achète la locomotive à batterie Wabtec Dans l'Infolettre CCTN de juin 2021 (https://cnwc-cctn.ca/wp-content/uploads/2021/06/news_jun_fr_2021.pdf), nous avons présenté les résultats du projet pilote de locomotive électrique FLX-Drive de BNSF-Wabtec mené en Californie, et spéculions quant au gagnant de cette course ferroviaire à zéro émission, qui en est encore à ses débuts. Le CN veut décarboner ses activités, et bien qu'il puisse se targuer d'avoir les émissions de CO₂ par tonne-mille brute les plus faibles du réseau ferré nord-américain de classe 1, toute technologie révolutionnaire adoptée par un concurrent pourrait lui voler la mise.

Le CN a acheté la locomotive FLXDrive en novembre dernier. Une question demeure. Comment cette technologie, dont le concurrent BNSF a dit de bonnes choses après l'avoir testée sur terrain, sans toutefois s'engager davantage, se comportera-t-elle sur les lignes super longues du Canada? Le bloc-batterie a une capacité de 2,4 MWh, et peut performer à plein régime pendant environ 30 minutes. Une limitation, donc, qui fait de la FLXDrive une locomotive non viable sur de longs trajets et que le CN déploiera probablement sur de courts itinéraires en zones peuplées afin de fortement réduire les émissions et le bruit, ou bien dans les gares de triage.

Ces dernières présentent d'intéressantes possibilités pour l'électrification locale. Le CN a reçu en 2021 une autorisation fédérale conditionnelle de construire son propre pôle intermodal à Milton, en Ontario. L'électrification était une condition, bien que vaguement définie. Le déploiement de la FLXDrive à ce pôle nécessiterait une infrastructure de recharge rapide. Cela permettrait la viabilité d'un parc de camions électriques basé à Milton – ce qui serait en ligne avec l'obligation fédérale d'électrification en vue de réduire les émissions, mais aussi le bruit.

D'où un accroissement considérable de la charge électrique à Milton. Selon la capacité de distribution locale, cela renforcerait la capacité électrique de la région, et ouvrirait donc d'autres possibilités d'électrification. La planification du réseau doit prendre en compte ces nouvelles données. L'incapacité de répondre à une demande projetée de 15 MW près de Windsor a pris de court l'exploitant provincial du réseau d'électricité – conduisant un potentiel client industriel majeur à se tourner ailleurs pour implanter sa nouvelle usine (voir plus loin « Faut-il le répéter? »)

Le nucléaire au cœur des plans de l'Ukraine : le pays veut totalement sécuriser sa fourniture après-guerre Dans les débuts de la guerre, on a beaucoup fait cas des occupations russes des sites nucléaires de Tchernobyl et Zaporijjia. On craignait que les Russes s'en servent comme arme, mais ces craintes se sont révélées infondées. En fait, de tous les dangers que la Russie pose à l'Ukraine, l'occupation de ces sites nucléaires est l'un des moindres. À preuve, le plan de l'Ukraine de reprendre immédiatement la construction de centrales nucléaires dès la fin de la guerre.

Le dirigeant d'Energatom, l'exploitant public des centrales nucléaires d'Ukraine, a déclaré à *World Nuclear News (WNN)* que le contrat passé avec Westinghouse visant à construire deux réacteurs AP-1000 à la centrale de Khmelnytsky, à l'est de Lviv, sera entrepris dès la fin des hostilités, et trois autres réacteurs suivront à d'autres centrales. Plusieurs nouvelles centrales sont également envisagées. D'après *WNN*, le premier ministre, Denys Shmyhal, a indiqué que l'Ukraine planifie de construire des lignes de transport vers la Pologne pour « y exporter l'électricité issue de centrales d'Ukraine ». Ce plan aidera l'Europe à cesser plus tôt d'importer le gaz russe ». <https://www.world-nuclear-news.org/Articles/Ukraine-planning-for-post-war-nuclear-power-plants>

Infolettre CCTN CNWC est publiée quatre fois par an par le Conseil Canadien des Travailleurs du Nucléaire.

Éditeur : Bob Walker
Rédacteur en chef : Steve Aplin
Traduction : Galatée Translation
bwalker@cnwc-cctn.ca

Tél. : 416 804-5542
244, av. Eglinton Est, Toronto ON M4P 1K2

Conseil Canadien des Travailleurs du Nucléaire
La voix du monde du travail nucléaire

Le Conseil Canadien des Travailleurs du Nucléaire (CCTN) est l'organisation-cadre regroupant les syndicats des travailleurs de l'industrie nucléaire canadienne. Depuis 1993, date de sa fondation, le CCTN représente tous les secteurs du nucléaire : services publics d'électricité, extraction et traitement de l'uranium, production de radio-isotopes industriels et médicaux, recherche nucléaire, construction et métiers spécialisés de l'Ontario, et conseils du travail locaux.

Syndicats membres du CCTN : Association internationale des combattants du feu • Conseil des travailleurs unis de l'Énergie atomique • Syndicat canadien de la fonction publique • Fraternité internationale des ouvriers en électricité • Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale • International Federation of Professional and Technical Engineers • Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique • Provincial Building and Construction Trades Council of Ontario • Institut professionnel de la fonction publique du Canada • Society of United Professionals • Société des ingénieurs professionnels et associés • Syndicat des Métallurgistes • UNIFOR • District Labour Councils (Grey/Bruce, Durham, Lindsay, Northumberland, et Saint John)



D'autres ont dit aussi...

Soutien instantané pour le nucléaire venu d'un bord inattendu

« L'énergie nucléaire refait les manchettes ces derniers temps. Et les détracteurs sont déjà à pied d'œuvre avec des récits d'imminente apocalypse.

« Un intérêt renouvelé pour l'énergie nucléaire se fait jour – on peut le voir dans le sursaut très tardif de la gouverneure [du Michigan], Gretchen Whitmer, tentant d'obtenir une subvention fédérale pour garder ouverte la centrale nucléaire de Palisades – tandis que les craintes de réchauffement planétaire se nourrissent à même l'incapacité de l'éolien et du solaire à fournir de l'électricité abordable et fiable. Tout comme les politiquement populaires énergies vertes, l'énergie nucléaire n'émet pas de dioxyde de carbone. Contrairement à ces énergies, le nucléaire produit une masse d'énergie fiable, représentant plus du quart de la consommation énergétique du Michigan depuis 2018.

« Mais on ne sait rien de tout ça quand on écoute les décideurs.

« Des candidats à l'investiture publique exigent un rejet pur et simple, pendant que les médias effraient les lecteurs avec de vagues menaces de malédiction nucléaire. Ils parlent « de radiation alarmante, de relents d'apocalypse, et de tendances à exploser », faisant l'amalgame fâcheux entre le militaire et le civil nucléaire. Par exemple, un article récent du *Detroit News* perpétue la tradition de manchettes affolantes, promettant de répondre à la question posée dans l'article : « Pourquoi les centrales nucléaires riveraines posent un problème pour les Grands Lacs ».

« Ces tactiques alarmistes ne sont pas sans précédent. Les cartographes médiévaux autrefois inscrivait sur les zones inconnues de leurs cartes ces avertissements : *hic sunt dracones* ou *hic sunt leones* – « ici sont des dragons » ou « ici sont des lions ». Il se peut que ces mises en garde aient été efficaces, mais il nous faut reconnaître qu'elles représentaient de manière simpliste la peur de l'inconnu.

« Pour les humains, se blottir près du feu pour se protéger de dragons et lions imaginaires a toujours été plus facile que d'affronter directement ces peurs pour embrasser une idée nouvelle ou quelque technologie potentiellement effrayante. Mais c'est justement en s'écartant du feu que nous progressons en tant qu'espèce. Eu égard à l'énergie nucléaire, il suffit d'un tout petit pas hors du feu, parce que nous avons déjà une ferme compréhension de cette source et que nous savons, de par l'expérience, qu'elle est sûre. » [traduction]

Source : Jason Hayes, « Nuclear is the Safe, Affordable, Clean Option ». *Mackinac Centre for Public Policy Blog*, 10 mai 2022. <https://www.mackinac.org/blog/2022/nuclear-power-is-the-safe-affordable-clean-option>

Faut-il le répéter? (sujet : accroissement de la demande électrique en Ontario)

« La demande d'électricité dans le Sud-Ouest de l'Ontario dépasse de loin celle observée dans le reste de la province au point que l'exploitant du réseau provincial cherche des solutions locales de production pour fournir le nécessaire à un projet d'usine de LG Chem.

« Cette 'demande seule' permet de douter que les responsables ontariens puissent garantir la fourniture de 10 à 15 MW d'ici le 2^e trimestre 2024, la soumission de Windsor pour cette usine ayant été récemment compromise après que la compagnie a annulé une visite dans la région.

« 'Alors qu'on prévoit que la demande doublera, passant de 1000 MW à 2000 MW dans les 5 prochaines années dans les régions de Windsor, Essex et Chatham-Kent, la demande dans le reste de la province n'augmentera, prévoit-on, que de 5 % dans le même temps' », a déclaré le superviseur Relations médias, Andrew Dow, de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité. » [traduction]

Source : « Local power generation seen as short-term solution to revive LG Chem plant bid », *Windsor Star*, 11 mai 2022 <https://windsorstar.com/news/local-news/local-power-generation-seen-as-short-term-solution-to-revive-lg-chem-plant-bid>